

# P.L.U.

---

Plan Local d'Urbanisme

Commune de **Saint-Pierre de Chandieu**

## Elaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme

---

*DOSSIER DE SAISINE  
DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE :  
DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS  
POUR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE*

*Fiche d'examen  
au cas par cas  
pour les PLU et PLUi*

# Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

## 1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée <i>(ex pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP... )</i>	Type de document <i>(ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)</i>	Territoire concerné
Elaboration	PLU	Commune de Saint-Pierre de Chandieu (69)

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	16 décembre 2015
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	30 novembre 2017

## 2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable <i>(compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)</i>	Monsieur Raphaël IBANEZ (Maire)
Courriel	plu@mairie-stpierredechandieu.com

## 3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Saint-Pierre de Chandieu (Code INSEE : 69289)
Nombre d'habitants concernés <i>(au dernier recensement général de la population)</i>	4581 habitants (recensement Insee de 2014)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	
Superficie du territoire	2927,6 hectares (surface SIG)

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? <i>Annexe : la délibération engageant la procédure</i>
Par la délibération du 20 mai 2010, la municipalité a engagé la révision de son Plan d'Occupation des Sols (POS) et l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU). Les objectifs poursuivis notamment, sont précisés dans la délibération du 25 novembre 2015.  Le PLU s'inscrit pour une durée de 10 ans, soit à fin 2027.

L'élaboration de ce document de planification a pour objectifs de maîtriser l'accroissement démographique de la commune par l'organisation d'un développement urbain raisonné en adéquation avec les capacités des équipements et le rôle stratégique du territoire à l'échelle de l'agglomération lyonnaise ; ceci conformément aux exigences législatives et réglementaires récentes, en prenant notamment en compte :

- les objectifs et les orientations des documents supra-communaux, notamment ceux de la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise, du SCOT de l'agglomération lyonnaise et du SRCE notamment,
- les enjeux du site d'envergure métropolitaine définie au sein de l'espace interdépartemental Saint-Exupéry à partir du parc d'activités Portes du Dauphiné, pouvant intégrer son renouvellement et préserver les capacités pour son développement à terme,
- la carte des aléas réalisée en mai 2016,
- la préservation des espaces agro-naturels (boisements et prairies sèches de versants des collines Sud, étangs et zones humides associées et les vastes espaces agricoles de plaine) et leurs fonctionnalités (trames vertes et bleues, corridors,...),
- le maintien garanti d'un cadre de vie de qualité aux habitants.

La présente procédure est rendue également nécessaire par la caducité du POS et l'intégration de l'ensemble des évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis les lois Grenelle 2 et ALUR.

### 3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

*Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU*

La commune a débattu le 16 décembre 2015 des orientations générales de son projet communal pour l'aménagement et le développement de Saint-Pierre de Chandieu pour les dix années à venir.

Les orientations générales développées dans le PADD s'articulent autour des objectifs suivants :

- conforter le centre-bourg et favoriser la diversification de l'offre de logements,
- poursuivre l'offre d'équipements et de services,
- favoriser la qualité urbaine pour préserver le cadre de vie,
- affirmer les enjeux métropolitains du site « zones des Quatre Chesnes / Portes du Dauphiné »,
- assurer une diversité des fonctions urbaines et rurales et préserver les espaces agricoles et activités liées,
- modérer la consommation de l'espace et lutter contre l'étalement urbain,
- préserver l'équilibre des territoires en termes de ressources et de gestion des risques,
- valoriser le patrimoine agro-naturel de Saint-Pierre de Chandieu également facteur de qualité paysagère,
- réaffirmer l'intérêt majeur de la trame verte et bleue et des continuités écologiques,
- garantir la préservation d'un cadre de vie de qualité aux habitants.

### 3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

*Annexes :*

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

La commune de Saint-Pierre de Chandieu a approuvé la révision de son POS le 26 janvier 1989. Ce POS a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution dont la mise en compatibilité pour le contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise (CFAL Nord), en date du 28 novembre 2012 et les Déclarations de Projet avec mise en compatibilité du POS concernant la construction d'un collège, d'un gymnase et de logements sociaux en 2012 et 2013.

Le POS ayant été rendu caduc le 27 mars 2017 par la loi ALUR, le territoire communal est en conséquence soumis au RNU.

Les principales évolutions réglementaires envisagées dans cette procédure de révision du POS sont :

- la réduction de près de 3 hectares des zones urbanisées ou bâties (zones U à vocation d'habitat), du projet par rapport au POS (zones U et NB), ainsi que l'abandon des zones à urbaniser du POS (NA) de la Ponchonnière et de Cros Cassier qui représentent près de 24 hectares. **Au total, ce sont 33,3 hectares toutes vocations confondues qui sont restitués en zones agricoles (A), naturelles et forestières (N).**

- les ajustements entre la zone agricole (A) et la zone naturelle (N) pour tenir compte de l'utilisation du sol identifié lors de l'enquête réalisée auprès des agriculteurs et lors de la campagne de terrain effectuée dans le cadre de l'état initial de l'environnement afin de recenser les enjeux environnementaux et paysagers (boisements, réseau de haies, zones humides, prairies sèches, corridors, etc...).
- la traduction en risques de la carte des aléas réalisée en mai 2016 (secteurs constructibles sous conditions et inconstructibles sauf exception),
- l'ajout de nouvelles servitudes pour intégrer les enjeux de milieux naturels de préservation des zones humides, corridors écologiques, de renouvellement urbain organisé, ainsi que d'emplacements réservés pour poursuivre le développement des équipements publics, le logement social, etc.

**3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ?** Si oui, préciser

Le projet de PLU fera l'objet de :

- une consultation des Personnes Publiques Associées dont l'Etat représenté par le Préfet et ses services, mais aussi de la CDPENAF au regard des dispositions du règlement applicables aux zones A et N, pour les habitations existantes pouvant faire l'objet d'extensions et annexes limitées,
- une enquête publique.

### 3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la <u>loi Montagne</u> ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- une <u>DTA</u> ou <u>DTADD</u> ? Si oui, laquelle ?	Oui, la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise, modifiée le 25 mars 2015 (espace interdépartemental Saint-Exupéry).
- un <u>SCoT</u> , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la <u>loi « Grenelle 2 »</u> ?	Oui, le SCOT de l'agglomération lyonnaise dont le projet de modification a été approuvé par le Conseil Syndical du 19 mai 2017
- un (ou plusieurs) <u>SDAGE</u> ou <u>SAGE</u> ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Le SAGE de l'Est lyonnais approuvé le 24 juillet 2009.

**3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme :** le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Non, le POS en vigueur auparavant n'avait pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.  
Actuellement la commune est soumise au RNU.

## 4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

### 4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Les secteurs d'urbanisation sont dimensionnés en cohérence avec les objectifs de construction de nouveaux logements pour les dix prochaines années.
---	---

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>Les objectifs sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- intensifier l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine du centre-bourg (habitat, équipements publics, commerces et services de proximité, etc), avec des opérations de qualité urbaine structurantes (secteurs d'OAP en dents creuses ou renouvellement urbain), intégrant une réflexion quant au fonctionnement (dont les modes doux),</li> <li>- limiter le confortement de l'habitat au sein des enveloppes urbaines existantes (parties les plus excentrées et hameaux) en prenant en compte notamment la capacité des réseaux (assainissement en particulier),</li> <li>- affirmer la protection des espaces de productions agricoles stratégiques et la préservation des milieux naturels à enjeux et de leurs fonctionnalités (corridors).</li> </ul>
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	Le nouveau document d'urbanisme affiche une réduction des surfaces pour le développement de l'urbanisation (zones à urbaniser moins importantes et situées dans l'enveloppe urbaine ou en limite), des projets en renouvellement urbain et permettra d'affirmer la protection des espaces agricoles et la préservation des milieux naturels à enjeux.
Sur quelles perspectives de développement ( <i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i> ) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Le développement urbain sera compatible avec les orientations et prescriptions du SCOT de l'Agglomération lyonnaise qui identifie la commune comme polarité urbaine (lieu d'accueil préférentiel des grandes opérations d'habitats et d'équipements intermédiaires). L'objectif du PADD est de proposer environ 40 logements par an, réalisés sur la période 2018-2027, réalisés en priorités dans le centre-bourg ou en limite. Le développement des équipements se poursuivra en centre-bourg et sur les deux pôles périphériques existants autour du collège et de Rajat. Les infrastructures de transports (contournement Est de Lyon, CFAL Nord et déviation RD 149) représentent 57 hectares. Pas de surface prévue pour le développement économique.
<b>Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :</b>	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	Les besoins estimés en foncier pour l'habitat, c'est-à-dire pour produire le volume d'environ 400 logements, correspondent à 7,5 hectares d'espaces agricoles ou naturels, ou de jardins, répartis en 5,3 hectares pour les secteurs d'orientations d'aménagement et de programmation et à 2,2 hectares pour les dents creuses résiduelles.
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant ( <i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i> ) ont été préalablement examinées ?	<p>L'analyse du potentiel de densification du foncier de l'enveloppe urbaine du centre-bourg a permis d'identifier les secteurs prioritaires à retenir pour le PLU.</p> <p>La majorité du potentiel foncier urbanisable correspond à des dents creuses ou tènements plus importants sur lesquelles des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) encadreront le développement.</p> <p>Il est à noter qu'une partie des logements sera issue d'opérations de renouvellement urbain sans incidence sur la consommation des espaces et qu'aucune capacité de nouveaux logements n'a été comptée sur les hameaux non raccordés à l'assainissement collectif en l'attente de l'extension du réseau.</p>
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation ( <i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i> ).	<p>La maîtrise de l'étalement urbain, par intensification de l'enveloppe urbaine du centre-bourg, à des ensembles cohérents, permettra de préserver la vocation agricole des sols de la commune et de préserver les coupures vertes et les continuités écologiques (notamment celles figurant au Scot de l'agglomération lyonnaise) afin de garantir le maintien de la biodiversité du territoire et sa valorisation paysagère, qu'il s'agisse des surfaces nécessaires au développement de l'habitat ou des équipements publics.</p> <p>La commune et les opérations à développer devront œuvrer sur la création de cheminements doux nouveaux ou la sécurisation d'espaces dédiés pour favoriser les déplacements de courte portée, donc internes au centre-bourg déjà très étiré.</p>



4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ?  <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?</b>
<u>Zone Natura 2000 ?</u>		X	La commune de Saint-Pierre de Chandieu, ainsi que les communes limitrophes ne sont pas couvertes par une délimitation Natura 2000. Le site Natura 2000 le plus proche est celui de l'Isle Crémieu (ZSC FR 8201727) qui se localise à plus de 11 km à l'Est du centre-ville et qui n'entretient aucun lien fonctionnel avec le territoire de Saint-Pierre de Chandieu.
<u>Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?</u>		X	
<u>Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?</u>		X	
<u>Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?</u>		X	
<u>Arrêté préfectoral de protection de biotope ?</u>		X	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur ( <u>SRCE</u> , SCoT, DTA...) ?	X		Le SRCE Rhône-Alpes identifie deux corridors d'importance régionale positionnés de part et d'autre du centre-ville de Saint-Pierre de Chandieu. Le corridor localisé à l'Ouest du bourg figure également en tant que liaison verte à préserver au sein des délimitations de coupures vertes délimitées au Scot de l'agglomération lyonnaise. Ces espaces fonctionnels sont préservés au PLU conformément au PADD "Réaffirmer l'intérêt majeur de la trame verte et bleue et des continuités écologiques" par leurs classements en zone A et N, complétés lorsque nécessaire par un tramage spécifique "Co" de "corridor écologique" pour les coupures vertes stratégiques notamment. Sur certaines étendues agricoles de la plaine à l'Ouest de Saint-Pierre de Chandieu, la protection de ces espaces est également assurée par leur classement en zone An "zone agricole à enjeux naturel et paysager."
<u>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</u> Repérée par un document de rang supérieur (Scot, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? <u>Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?</u>	X		Toutes les zones humides inventoriées sur le territoire ont été classées en zone N (zone naturelle protégée). Ces zones humides font également systématiquement l'objet d'un tramage spécifique "Zh" afin de garantir leur préservation par des dispositions figurant au règlement.

### 4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?</b>
Éléments majeurs du patrimoine bâti ( <u>monuments historiques</u> et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, <u>zone de présomption de prescription archéologique...</u> ) ?	X		Saint-Pierre de Chandieu est concerné par la servitude d'utilité publique liée au monument historique inscrit : Château de Chandieu (27/09/1948). Malgré la forte proportion de sites archéologiques inventoriés sur le territoire, la commune ne fait pas l'objet d'un "arrêté préfectoral de zones de présomptions archéologiques sur les projets d'aménagement ou de construction".
<u>Site classé</u> ou projet de site classé ?		X	
<u>Site inscrit</u> ou projet de site inscrit ?		X	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ( <u>ZPPAUP</u> ) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
<u>Directive de protection et de mise en valeur des paysages</u> ?		X	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		X	

### 4.4. Ressource en eau

<b>Captages</b> : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?</b>
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	X		Les dispositions nécessaires pour assurer l'entière protection des captages d'alimentation en eau potable des "Quatre Chênes" et "Sous la Roche", implantés sur les communes limitrophes, sont intégrés au PLU avec la mise en place d'indices spécifiques concernant les périmètres de protection immédiate « pi », et rapprochée « pr » et de leur traduction réglementaire.
<b>Captages</b> :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ?

#### 4.4. Ressource en eau

			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) <u>des 500 captages prioritaires Grenelle 2</u> ?		x	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?	x		Le captage de "Sous la Roche" implanté sur la commune de Mions (captage Métropole de Lyon) est identifié en tant que captage prioritaire au SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée.
<b>Usages :</b>	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	x		La commune de Saint-Pierre de Chandieu est alimentée par le réseau du SIEPEL via les puits implantés à Azieu (69) sollicitant la nappe de l'Est Lyonnais et de Balan (01) pompant dans la nappe d'accompagnement du Rhône. Les ressources sont suffisantes pour assurer les besoins du développement envisagé dans le cadre du projet de PLU.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		x	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?	x		La commune est partiellement située en Zone de Répartition des Eaux, délimitée pour l'Est lyonnais par l'arrêté du 27/01/2016, en raison d'un déficit quantitatif avéré de la nappe des alluvions fluvioglaciaires.
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	x		La commune ne compte aucune unité de traitement des eaux usées. Les effluents collectés sont acheminés par le réseau du Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ozon (SIAVO) qui traverse la commune de part en part de l'Est vers l'Ouest et sont acheminés à la station d'épuration de Lyon Saint Fons d'une capacité nominale de 983 333 EH.  Cette station d'épuration mise en service en 1977, modernisée en 1996 et mise aux normes ERU entre 2010 et 2011 présente une capacité suffisante.

#### 4.5. Sols et sous-sol, déchets

	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?</b>
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :			
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués ( <u>base de données BASOL</u> ) ?	x		3 sites figurent à la base de données Basol sur Saint-Pierre de Chandieu. 2 localisés dans la zone Ui du PLU (au sein de la zone industrielle) correspondent à des sites clôturés et gardiennés. Le 3 <sup>e</sup> site (OSI Georges) a servi par le passé à des activités de récupération de déchets divers. Il est aujourd'hui à l'abandon. Ce site est classé en zone A du PLU et est couvert par la servitude liée au captage des "Quatre Chênes" et est soumis aux exigences afférentes à cette servitude.



#### 4.5. Sols et sous-sol, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?</b>
Anciens sites industriels et activités de services ( <i>base de données BASIAS</i> ) ?	x		Un site est recensé à la base de données Basias sur le territoire de Saint-Pierre de Chandieu. Il est situé au sein de la zone industrielle qui est maintenue en zone Ui au PLU le long de la RD 147 et correspond à une ancienne zone de stockage de déchets industriels banals (DIB).
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?	x		3 carrières bénéficient d'arrêtés préfectoraux d'exploitation sur la commune (carrière de Cheval Blanc, celle de CEMEX Granulats et celle de Saint-Pierre de Chandieu). Les délimitations des carrières ont été prises en compte par le biais d'un tramage spécifique "Ca" inscrit au PLU correspondant à des "Secteurs de richesse du sol et du sous-sol (carrières et aires nécessaires)" ; ces espaces ont été classés en zone A du PLU.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		x	

#### 4.6. Risques et nuisances

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?</b>
Risques ou aléas naturels ( <i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i> ), industriels, technologiques, miniers connus ?	x		La prise en compte des phénomènes naturels et des risques technologiques s'appuie sur les éléments contenus dans le DDRM du Rhône (2008), le PAC de 2017, à la carte BRGM sur l'aléa retrait-gonflement des argiles (aléas faible) de février 2010, à la cartographie des mouvements de terrain (mai 2012), au risque sismique (zone de sismicité 3 - modérée), et aux risques technologiques (ICPE et canalisations de transport). Ces phénomènes ont été précisés à la carte des aléas (mai 2016), traduite au PLU en secteurs "constructibles sous conditions" et "inconstructibles sauf exceptions".
Plans de prévention des risques ( <i>naturels, technologiques, miniers</i> ) approuvés ou en cours d'élaboration ?		x	La commune est couverte par le PPRi de la vallée de l'Ozon (approuvé le 9 juillet 2008). Le règlement (partie écrite et document graphique) rappelle cette Servitude d'Utilité Publique. Il est à noter que les secteurs couverts se cantonnent aux abords immédiats du cours d'eau au Sud du territoire sans impacter des espaces urbanisés stratégiques.
Nuisances connues ( <i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i> ) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	x		Les infrastructures structurantes du territoire sont classées au titre des infrastructures bruyantes à savoir : la RD 318 (catégorie 2) et de la RD 149 catégorie 3), ainsi que la voie ferrée Lyon – Grenoble (catégorie 2).
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	x		Saint-Pierre de Chandieu est couvert par les zones C et D du PEB de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry à l'extrémité Nord-Est de son territoire. La très grande majorité des superficies couvertes par ces délimitations est classée en zone A (zone à vocation agricole) au PLU. Seule la zone Ui existante a été reconduite. Les zones de développement urbain de Saint-Pierre de Chandieu sont regroupées au sein ou en limite immédiate du centre-ville et se maintiennent très nettement à l'écart de ces secteurs de "nuisances sonores".

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Plan de protection de l'atmosphère</u> (PPA) ?	x		Le territoire est situé dans le périmètre du plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération lyonnais approuvé par arrêté interpréfectoral le 26 février 2014.
Enjeux spécifiques relevés par le <u>schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie</u> (SRCAE) ?		x	Aucun enjeu spécifique n'est relevé par le SRCAE de Rhône-Alpes (2014).
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		x	Saint-Pierre de Chandieu ne se localise pas en zone favorable pour l'éolien selon le Schéma régional de l'éolien de Rhône-Alpes approuvé en octobre 2012.

## 5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

**Rappel des principales orientations inscrites au PADD de Saint-Pierre de Chandieu contribuant à la prise en compte de l'environnement et à une gestion durable du territoire.** Le PADD affirme la volonté communale d'assurer son rôle de polarité urbaine (lieu d'accueil préférentiel des grandes opérations d'habitats et d'équipements intermédiaires) édicté par le Scot tout en maîtrisant la consommation d'espaces et l'étalement urbain. Dans cet objectif, le PADD cherche à assurer :

- le développement cohérent avec les contraintes et les enjeux environnementaux et paysagers de la commune (préserver l'équilibre des territoires en termes de ressources et de gestion des risques),
- la valorisation du patrimoine agro-naturel de Saint-Pierre de Chandieu et l'affirmation de l'intérêt majeur de la trame verte et bleue et des continuités écologiques au travers de la protection des habitats naturels à enjeux comme les boisements (EBC), les haies (ERP), les zones humides (indice "zh"), et les corridors (tramage "Co").
- la poursuite de la valorisation de la pratique des déplacements doux sur son territoire.

Aussi, le projet tel qu'il est défini permettra à la commune de Saint-Pierre de Chandieu de concilier le développement démographique et économique de son territoire tout en respectant les équilibres entre les enjeux sociaux, économiques et agricoles, environnementaux et paysagers de la commune ceci dans une logique de développement durable.

## 6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	<input checked="" type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input checked="" type="checkbox"/>
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>

# P.L.U.

---

Plan Local d'Urbanisme

**Commune de Saint-Pierre de Chandieu**

## **Projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme**

---

*DOSSIER DE SAISINE  
DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE :  
DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS  
POUR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE*

*Annexes obligatoires  
à la fiche d'examen au cas par cas  
pour les PLU et PLUi*

## **Annexe n° 1 : délibérations engageant la procédure de révision du POS**

Voir document joint : Annexe 1

## **Annexe n° 2 : Le projet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables**

Voir document joint : Annexe 2



### **Annexe n° 3 : Délibération concernant le débat sur les orientations générales du PADD**

Voir document joint : Annexe 3

## **Annexe n° 4 : Plans de zonage du POS (*pour mémoire*)**

Voir document joint : Annexe 4

## **Annexe n° 5 : Projet PLU – Les documents graphiques du projet PLU, 1/5 000**

Voir document joint : Annexe 5